



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Attaques visant les forces de l'ordre

Question au Gouvernement n° 2340

Texte de la question

ATTAQUES VISANT LES FORCES DE L'ORDRE

M. le président. La parole est à M. Michel Vialay.

M. Michel Vialay. Monsieur le Premier ministre, la semaine dernière, à Mantes-la-Jolie, une centaine d'individus ont attaqué trois fonctionnaires de police avec une extrême violence. Des faits similaires se sont produits dans d'autres villes des Yvelines, comme dans l'ensemble du pays.

Ces actes inacceptables, d'une grande lâcheté, inspirent le dégoût à tous, et plus particulièrement à ceux qui habitent le quartier où se sont produits les faits : ils m'ont fait part de leur incompréhension face au laxisme qui prévaut en réponse aux coupables de ces actes et réclament des réactions exemplaires.

Ces actes criminels doivent cesser, et leurs auteurs doivent être punis. Avant, on respectait l'autorité ; maintenant, on va provoquer celle-ci. C'est inacceptable !

Monsieur le Premier ministre, que comptez-vous faire pour rétablir l'ordre républicain ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur. Vous évoquez l'agression grave de fonctionnaires de police qui a effectivement eu lieu au Val Fourré, à Mantes-la-Jolie.

M. Marc Le Fur. Le sujet n'intéresse pas M. Castaner ?

M. Laurent Nunez, secrétaire d'État. Je veux d'abord saluer le courage des policiers, qui ont résisté, n'ont pas reculé, et qui ont maintenu l'ordre républicain. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

J'ai la faiblesse de penser que, contrairement à ce que vous affirmez, si nous subissons ce type de violences urbaines, c'est aussi parce qu'avec la police de sécurité du quotidien, nous sommes présents dans les quartiers ; parce que, dans le cadre de la lutte contre le trafic de produits stupéfiants, nous y sommes bien plus présents que par le passé. Pour le seul département des Yvelines, nous avons démantelé 205 réseaux depuis le début de l'année 2019, contre 145 l'année dernière.

C'est justement, je le répète, parce que nous sommes présents, parce que nous savons rétablir l'ordre républicain, que nous observons ces phénomènes de violences urbaines. Nous serons toujours là, avec nos forces de sécurité intérieure, pour les combattre et pour les éradiquer. (*Applaudissements sur les bancs du*

groupe LaREM. – Protestations sur les bancs du groupe LR.)

M. le président. La parole est à M. Michel Vialay.

M. Michel Vialay. Plutôt que de partir d'un postulat de confiance dans nos forces de l'ordre, on ne cesse de s'interroger – médiatiquement – sur leur professionnalisme, au profit d'individus au comportement déviant et délinquant. C'est profondément choquant !

Les forces de l'ordre, elles, sont fondées à dénoncer un guet-apens ; la population, elle, est fondée à s'indigner. Mais, de vous, ce sont des solutions que nous attendons – des solutions radicales et courageuses, au vu de l'urgence de la situation.

M. Marc Le Fur. Très bien !

M. Michel Vialay. Il n'est pourtant pas besoin de sortir de Saint-Cyr pour comprendre que la fermeté est une nécessité, et qu'une justice réactive et de proximité est indispensable ! Mais il faut des moyens.

En juin dernier, notre collègue Éric Ciotti présentait une proposition de loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité intérieure, cosignée par les députés du groupe Les Républicains. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*) Ce texte proposait de réarmer l'État en faisant significativement augmenter les moyens budgétaires dédiés aux forces de l'ordre et en améliorant leurs conditions de travail, tout en renforçant les outils juridiques destinés à les protéger.

La majorité présidentielle a choisi de s'opposer méthodiquement à chacun des articles proposés, jusqu'à en supprimer la totalité. Vous étiez présent, monsieur le secrétaire d'État. (M. Marc Le Fur applaudit.) Quelle hypocrisie ! Quel cynisme ! (*Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.*)

Vous le savez : le courage est la clé des évolutions qui serviront nos concitoyens, et la sécurité est la première de nos libertés. Quand allez-vous entrer efficacement en action ? Quels engagements prenez-vous ici, devant la représentation nationale ? (Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur. Non, ce n'est pas du cynisme que d'avoir revalorisé le budget de la police nationale d'1 milliard d'euros en trois ans ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.*) Non, ce n'est pas du cynisme que d'avoir décloisonné l'action des forces de police comme jamais auparavant, notamment dans le cadre de la lutte contre le trafic de produits stupéfiants – ce que vous n'avez jamais fait avant 2012 ! (*Mêmes mouvements. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.*) Non, ce n'est pas du cynisme que de promettre et de réaliser le recrutement de 10 000 fonctionnaires là où il y avait eu des suppressions ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

M. Laurent Furst. Et où sont-ils ?

M. Laurent Nunez, secrétaire d'État. Non, ce n'est pas du cynisme que de lutter comme nous le faisons contre le terrorisme - ce que vous avez été incapables de le faire - en instituant la DGSI en chef de file ! (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. - Protestations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Laurent Furst. C'est honteux !

M. Laurent Nunez, secrétaire d'État. Non, ce n'est pas du cynisme ! Non, ce ne sont pas des postulats : c'est une action répressive, et c'est l'affirmation de l'ordre républicain tel que nous le concevons et tel que vous n'avez pas su l'établir ! (*Vives protestations sur les bancs du groupe LR. – Applaudissements prolongés sur les bancs*

des groupes LaREM et MODEM. Plusieurs députés de ces mêmes bancs se lèvent pour applaudir.)

M. Laurent Furst. *C'est une honte, de tenir des propos pareils sur le terrorisme !*

M. Marc Le Fur. *Et M. Castaner, que dit-il ?*

Données clés

Auteur : [M. Michel Vialay](#)

Circonscription : Yvelines (8^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2340

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Intérieur (M. le secrétaire d'État auprès du ministre)

Ministère attributaire : Intérieur (M. le secrétaire d'État auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [30 octobre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [30 octobre 2019](#)